

Ère Reiwa : le Japon à l'heure des bilans et des défis



Le nouvel empereur Naruhito et l'impératrice Masako, le 1^{er} mai 2019 à Tokyo

Il y a maintenant un peu plus de deux mois, le premier mai 2019, le Japon est entré dans une nouvelle ère : l'ère *reiwa* (l'ère de la *belle harmonie*). Ce changement s'est accompagné de l'abdication de l'empereur d'alors, en poste depuis 1989, Akihito, fils de Hirohito. Aussi bien symboliquement que concrètement, ce passage à une nouvelle ère est synonyme pour le Japon d'aujourd'hui de constats, de questionnements et solutions à trouver pour les prochaines années. Plusieurs spécialistes de la question se sont interrogés sur ces défis auxquels l'archipel va devoir faire face dans les colonnes du Monde, dans des tribunes publiées le 26 avril 2019 ainsi qu'au cours d'une interview parue le même jour dans le même quotidien. Avant de nous pencher sur ces avis différents, une petite recontextualisation du Japon moderne s'impose.

Après la défaite de 1945 et les lourdes pertes infligées aux Japonais par les États-Unis d'Amérique, le pays cherche à se retrouver, se reconstruire. L'occupation des vainqueurs de la guerre le forçant à se démocratiser, le pays enchaîne les réformes éducatives, professionnelles et politiques (droit de vote aux femmes, liberté syndicale, etc.) et adopte le 3 novembre 1946 une nouvelle constitution. Entrée en vigueur le 3 mai suivant, c'est toujours elle qui régit le pays. Le pays recouvre pleinement son indépendance en 1952 avec le traité de San Francisco : le pays, défait de ce carcan, va alors pouvoir gérer son économie plus librement. Dynamisé par la guerre de Corée qui avait augmenté le budget de la défense, l'archipel se consacre d'abord à sa reconstruction. C'est au milieu de la décennie 1950 que va commencer à s'opérer le *miracle économique japonais*, au cours duquel le PNB va se trouver multiplié par cinq, dépasse celui du Royaume-Uni (1967) puis de la RFA (1969), et ce sont, jusqu'à la fin du siècle, près de vingt-huit millions d'emplois qui sont créés, dans un système politique contrôlé majoritairement par les conservateurs (PLD, Parti libéral-démocrate) jusqu'en 2009 où ils perdent pour la première fois la majorité au Parlement. Ce « boom » économique a cependant ses revers : présence de smog, impossibilité de pêcher dans le lac de Tokyo dès... 1962, maladies de Minamata (intoxication au mercure) et Itai-Itai (au cadmium) sont les résultats de la pollution créée par cette politique industrielle. À l'entrée dans l'ère Heisei, au début des

années 1990, le Japon se voit de plus en plus remis en question et ce sur tous les plans : c'est la *décennie perdue*. La crise de Fukushima en 2011, que chacun a encore en mémoire, est un rappel que le Japon a changé.

Aujourd'hui, la population du pays, onzième plus peuplé du monde avec une densité de trois cent trente-sept habitants par kilomètre carré, est sur le déclin : l'archipel est même rentré dans une phase de la transition démographique où le taux de mortalité a dépassé le taux de natalité. Alors à l'heure où *le beau mois du début de printemps, où l'air est doux et la brise légère, où le prunier a déployé ses fleurs blanches comme poudre d'une belle à son miroir, et où l'orchidée répand une odeur suave comme poche à parfums* (poème de 730 d'où sont extraits le *rei* – beau – et le *wa* – légère – du nom de l'ère actuelle), le Japon doit se renouveler pour faire face à ce siècle de tous les espoirs... mais aussi de tous les dangers.

Veillons toutefois à ne pas voir le Japon comme simplement *sur le déclin* : la réalité est bien plus complexe que cela, estime l'économiste Sébastien Lechevalier. Directeur d'études à l'École des Hautes Études des Sciences Sociales (EHESS), spécialisé dans le Japon, il est notamment l'auteur de livres sur la transformation du capitalisme japonais et sur les leçons à tirer de ce demi-siècle pour le pays. Pour lui, le passage à une nouvelle ère dans le Japon moderne, simples parallèles au calendrier occidental, sont chaque fois l'occasion de dresser un bilan, ce qu'il s'applique à faire depuis l'ère Meiji jusqu'à la toute récemment terminée Heisei. L'ère Meiji (1868-1912) s'est démarquée par un retour en première position de l'empereur, alors que le pouvoir réel était détenu majoritairement par les shoguns ; c'est aussi le *décollage économique* et de la *modernisation du Japon au sens occidental* qui sont à l'œuvre, rendant Meiji synonyme de progrès et de stabilité, à l'inverse de la bien plus courte Taisho (1912-1926), *caractérisée par une forte instabilité* sur fond de transition économique. Showa, qui lui succède et qui durera plus de six décennies, est bien entendue marquée par la montée du nationalisme à son commencement, par l'accaparement du pouvoir par les militaires au détriment de l'empereur Hirohito puis par le renouveau et la reconstruction évoqués en introduction. Ces derniers laissent donc présager pour l'ère Heisei (1989-2019) un Japon extrêmement puissant, devenu *number 1* devant les États-Unis avant la fin du XX^{ème} siècle comme l'évoquait le fameux livre d'Ezra Vogel en 1979, Japan as No. 1. Lessons for America... Mais l'éclatement des bulles financières et foncières au début des années 1990, suivi par la crise asiatique de 1997, celle, mondiale, de 2008, et enfin de Fukushima en 2011 ont fait de ces trente ans trois *décennies perdues*.

Malgré ce constat qui, ainsi, semble plutôt pessimiste pour le Japon à venir, il serait trop facile de dire que le pays est sur le déclin, déclare M. Lechevalier. Il est possible, sans sombrer dans le débat déjà assez présent en France entre « déclinistes » et « optimistes », de tirer des leçons objectives du Japon, de sa libéralisation et des effets de la mondialisation.

La situation économique actuelle du Japon emprunte à celle de nombreux pays de l'UE : la faible croissance et déflation sont proches de notre condition française, mais le faible taux de chômage et la balance commerciale excédentaire sont bien plus semblables à l'Allemagne. Et puis l'archipel a également sa vision de l'immixtion de l'État dans les affaires des grandes entreprises : on l'a vu très récemment avec l'affaire Carlos Ghosn.

Ainsi ne peut-on pas parler de déclin, mais plutôt de *stagnation* de l'économie japonaise. Quelles en sont les raisons ? Pour l'économiste, la stagnation est surtout le résultat d'une crise *endogène* découlant d'une libéralisation *mal pensée et mal implémentée* déstabilisant les institutions nippones et leur *avantage comparatif*. De même, l'impact d'une politique qui, à chaque récession, a été trop lente, exposant ainsi *la reprise à être perturbée*

par la crise suivante (un peu comme en France, finalement) ne doit pas être négligé. *Sans débat démocratique*, le Japon s'est engagé dans une course *en avant* à la technologie et aux équipements sophistiqués mais *vers le bas* sur le plan salarial, facteur des inégalités croissantes et de la pauvreté. Le Japon a ainsi mis de côté *ce qui faisait sa force par le passé* : l'accompagnement des *innovations technologiques par des innovations organisationnelles*.

Le Japon ne pourra pleinement sortir de sa stagnation qu'après avoir relevé maints défis. Si la croissance en est un, d'autant plus dans un contexte *énergétique et environnemental* sans précédent, les principales difficultés vont se trouver sur le terrain social, et ce bien plus que sur un plan démographique ou international (même si les relations sino-japonaises semblent la principale préoccupation de l'actuel gouvernement d'Abe Shinzo). Le tout est de créer *un pacte social susceptible de mobiliser les forces vives de la nation autour d'un objectif commun*. Pour ce faire, le Japon a besoin de développer une protection sociale *dans un contexte de montée des inégalités* et de se créer *un horizon*. Se profile un débat fiscal qui, à nouveau, rappelle le contexte français pour Sébastien Lechevalier : qui donc doit payer ces changements ? Et... pour quels bénéfices ?

Après un bilan socioéconomique du Japon à l'heure de l'ère Reiwa, passons à l'international. Le Japon s'est, depuis le XX^{ème} siècle, toujours voulu un médiateur des questions internationales – surtout asiatiques – à l'image du Brésil pour l'Amérique du Sud. Si ce rôle de *gendarme de l'Asie* a été pris un peu trop à cœur lorsque le pays était membre permanent de la Société des Nations, mais aussi et surtout après son retrait en 1933, c'est à partir des années 1950 que la diplomatie a commencé à jouer un certain rôle pour le Japon qui, dans le neuvième article de sa Constitution, exprime explicitement qu'il *refuse la guerre*. Encore aujourd'hui, l'archipel se veut médiateur de crises : le Premier Ministre nippon s'est par exemple rendu le 11 juin dernier en Iran afin de tenter d'apaiser le conflit croissant entre la République islamique et les États-Unis. Mais pour Toru Yoshida, politiste et maître de conférences à l'Université impériale de Hokkaido, si le Japon a une approche internationale très libérale, le pays ne fait aucun progrès interne.

Comme beaucoup, la diplomatie japonaise s'est trouvée face à plusieurs défis à la fin de la Guerre froide, et ce dès 1992. Cette année-là, la Diète – le parlement japonais – s'est trouvée le centre de débats *sans fin* quant au déploiement ou non de Casques bleus au Cambodge lors de la mission APRONUC qui avait pour but de maintenir la paix après la guerre civile cambodgienne (1978-1991 – qui reprit en 1993 pour six ans). On aboutit finalement à l'envoi de forces japonaises dans les rangs de l'ONU : ce fut là une des premières victoires de celui qui plaidait pour un *Japon normal*, Ichiro Ozawa, dissident du PLD. Et depuis, ce sont dix missions (participations aux forces armées démocratiques – FAD – ou aux opérations de maintien de la paix) auxquelles le Japon a pris part, souvent dans l'ignorance des Occidentaux. Aussi ces interventions (l'Irak, de 2003 à 2009, en a fait partie) sont-elles mal mesurées en Europe quant au *tournant que cela représente par rapport à l'après-guerre, quand le pacifisme faisait l'objet d'un quasi-consensus et se traduisait par le non-engagement du Japon dans les conflits internationaux*.

Le Japon de l'ère Heisei est donc devenu une *force civique*, selon les mots du politologue allemand Hanns Maull, qui voyait le Japon comme l'Allemagne réunifiée : *une force contribuant à l'ordre international sans moyens militaires*. De même, l'archipel a réaffirmé ses liens avec les États-Unis en 1996 dans une déclaration commune prônant un « *engagement pour les valeurs communes profondes comme le maintien de la liberté, la poursuite de la démocratie et la défense des Droits de l'Homme* ». Une déclaration sans

précédent qui contrastait avec le simple rôle d'*animal économique* mondial que jouait alors le pays.

Ainsi, l'idée d'un Japon protecteur des valeurs libérales (au sens politique et économique du terme) est-elle, progressivement, devenue le *fil conducteur* de la diplomatie du pays au milieu des années 2000, diplomatie tendant à créer un *axe de la liberté et de la prospérité*, de l'Europe à l'Asie du Nord, avec sur le chemin le Moyen-Orient et l'Asie Centrale. Cette nouvelle orientation se voit tant dans le prisme de la rivalité progressive avec la Chine, qui est devenue une puissance économique et militaire pendant la même période, que dans celui des nouvelles relations avec l'UE (le JEFTA, traité de libre-échange, signé le 17 juillet 2018). Le Japon *essaie ainsi timidement de se construire une nouvelle identité*, tout en s'inscrivant dans le respect du premier article de sa Constitution, qui affirme le partage et la défense des valeurs démocratiques – ce qui permet au pays de s'affirmer face à une Chine autoritaire.

Mais se contenter de dire que ce mouvement vers des valeurs libérales est généralisé et caractéristique de Heisei, ce serait *s'arrêter à mi-chemin*. Au Japon même, ces valeurs ne sont pas du tout promues comme elles le sont à l'international ; elles sont *en retrait*. Celui qui essaierait de mettre ces valeurs au-dessus de tout *serait bien minoritaire*. Les propos volontiers nationalistes d'une majeure partie de la population – y compris des parlementaires – voire agressifs à l'encontre des voisins chinois et coréens *sont continues*. Les lois s'inscrivent aussi dans ces idées : en 1999, la loi sur le drapeau et l'hymne national, ou en 2006 la réforme de la loi fondamentale relative à l'éducation qui incite désormais à éveiller un sentiment patriotique chez l'enfant sont des exemples flagrants. En 2013, le Premier Ministre Abe Shinzo (et non Shinzo Abe comme s'obstinent à l'écrire les médias occidentaux) s'est rendu au controversé cimetière Yasukuni-jinja. En ce lieu reposent près de deux millions de soldats japonais décédés entre 1868 et 1951 et qui y sont déifiés. La polémique vient surtout du fait qu'y sont enterrés (et donc à cet égard élevés à l'état de dieux) des criminels de guerre japonais de classe B, C et même A... condamnés au(x) procès de Tokyo. Le lieu est d'ailleurs le lieu de fréquents rassemblements de l'Issuikai, mouvement nationaliste et révisionniste qui avait d'ailleurs organisé un rassemblement des extrêmes-droites en 2010 auquel étaient conviés Jean-Marie le Pen et Bruno Gollnisch, des représentants du Parti national britannique, du FPÖ, du Mouvement pour une meilleure Hongrie, du Svoboda ukrainien, etc. La présence du chef d'un État se voulant moderne et libéral dans un lieu où même l'Empereur ne s'est jamais rendu met donc à mal l'idée d'un Japon ouvert, progressiste – du moins, moins conservateur.

Paradoxalement, écrit Toru Yoshida, *plus le pays porte les valeurs libérales sur la scène internationale, plus il se referme sur lui*. La place des femmes, le regard sur l'homosexualité et la pratique de la peine capitale sont des exemples certains de cette mentalité un peu rétrograde du Japon. Le pays ne se reformera que par la voie extérieure, selon le politiste : c'est pour lui une constante historique, et la restauration de l'ère Meiji ou l'ingérence étatsunienne à la défaite de 1945 en sont des témoignages concrets. L'ère Reiwa en finira donc peut-être, avec ou sans aide, avec cette forme de *schizophrénie*, s'inspirant peut-être de la *belle harmonie* à laquelle elle aspire...

Le Japon est donc loin d'être irréprochable sur le plan sociétal. Et, selon l'analyse de Sachiko Kuroda, économiste et enseignante à l'université tokyoïte de Waseda, les conditions de travail sont, elles aussi, allées de mal en pis.

Le facteur déclencheur de cette crise dans le milieu du travail japonais a bien sûr été le fameux éclatement des bulles de spéculation au début de l'ère Heisei. Le taux de chômage, qui avait oscillé entre un et trois pourcents pendant un demi-siècle, s'envola pour atteindre le taux record en 2002 de 5,5 % (contre 2,3 aujourd'hui). C'est par peur de perdre leur emploi que les salariés ont accepté de voir leurs salaires réduits et de recevoir des primes d'heures supplémentaires. Petit à petit, après une décroissance rapide, les salaires ont commencé à *stagner* et, avec eux, la consommation, ce qui a forcé les entreprises à baisser leurs prix, favorisant un *comportement attentiste* de la part des consommateurs nippons. Les ventes stagnant, le revenu desdites entreprises ne s'est pas rétabli, et les salaires ont recommencé à baisser... Le cercle vicieux ainsi créé est, selon l'économiste, un des principaux responsables de la stagnation du pays sous le règne d'Aruhito.

La dégradation des conditions de travail s'est traduite par *deux faits* importants. L'accroissement des emplois irréguliers et l'allongement de la durée du travail. De fait, on trouve au Japon deux formes de travail. Le travail *régulier*, équivalent de nos CDI, plutôt stable, et le travail *irrégulier*, qui se caractérise par un emploi limité dans la durée et souvent précaire. Les travailleurs irréguliers, au commencement de l'ère Heisei, représentaient vingt pourcents de la population. C'en sont aujourd'hui approximativement quarante. Jusqu'aux années 1980, ces travailleurs étaient pour beaucoup des femmes qui souhaitaient avoir la possibilité de travailler à mi-temps. Mais dans les années qui suivirent ce sont beaucoup de Japonais (qu'importent l'âge et le sexe) qui ont été contraints de prendre un travail irrégulier. Et comme ce travail n'est pas codifié de manière stricte, il est possible de renouveler plusieurs fois un contrat... ou non. Et ceci explique la montée des inégalités au Japon, qui avait été évoquées par Sébastien Lechevalier dans sa tribune : *le salaire horaire d'un travailleur irrégulier ne représente en effet que soixante pourcents d'un travailleur régulier*.

Pour stimuler une économie de plus en plus moribonde, certains magasins ont quant à eux mis en place une ouverture sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cet allongement du temps de travail pour les employés est l'un des facteurs de la stagnation de l'économie du pays selon Sachiko Kuroda. Les compagnies, offrant *des réductions de prix des produits et multipli[ant] les services*, ont mis en place un style de gestion dont le but final était de mieux pouvoir répondre aux clients, ce qui entraînait des heures supplémentaires de travail, souvent elles aussi non payées. De simple pratique pratiquée par quelques entreprises, la société japonaise en a fait une norme à laquelle elle s'est bien volontiers pliée. En 2016, la proportion des hommes travaillant plus de dix heures supplémentaires par semaine a atteint les quarante-quatre pourcents, et ce nombre ne cesse d'augmenter, tout comme les *karoshi*, les *décès par excès de travail*.

C'est pour répondre à ces deux problèmes (la situation des travailleurs irréguliers et l'allongement de la durée du temps de travail) que le gouvernement japonais a, depuis 2016, *entamé une réforme* modifiant *de manière conséquente*, pour la première fois en soixante ans, *la loi relative aux normes du travail* (Labor Standards Act). Progressivement, les conditions s'améliorent : en avril dernier, les heures supplémentaires sont plafonnées, et le dépassement de ce plafond est passible de sanctions. En avril prochain, sera codifié le principe du « *salaire égal à travail égal* », qui interdira les disparités de traitement entre travailleurs réguliers et irréguliers.

Enfin, le travail au Japon ne devra bientôt plus faire face qu'aux inégalités : le pays connaît maintenant un grand manque de main d'œuvre, en raison du vieillissement de la population et de la baisse de la natalité. Le gouvernement japonais commence finalement par s'ouvrir petit à petit aux travailleurs étrangers, alors même que *certaines konbini (supérettes ouvertes sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre)* – emblématiques de

l'économie japonaise – *ont décidé de limiter leurs horaires d'ouverture*. Le marché du travail est donc sur le point d'être grandement bouleversé quand commence l'ère Reiwa.

Après le social, l'international et l'économique, il reste un plan à ne pas avoir été pleinement abordé : le sociétal. Si Toru Yoshida l'évoque pour le différencier de la politique diplomatique du pays, il ne nous est pas vraiment connu au travers de cette controverse. Dans une interview donnée au journaliste du *Monde* Philippe Mesmer, Mari Miura évoque le rôle capital qu'auront à jouer les femmes dans l'avenir du Japon. En effet, le pays est cent-dixième sur cent-quarante-deux dans le classement établi en 2018 par le rapport sur la parité entre les hommes et les femmes pour le WEF (*World Economic Forum*) et les femmes y gagnent en moyenne quarante pourcents de moins que les hommes. Il n'y a qu'une seule femme ministre dans le gouvernement d'Abe Shinzo, et une seule dans le comité chargé de choisir le nom de la nouvelle ère (Mariko Hayashi, romancière). Toutefois, petit à petit, des mouvements émergent comme le W20 Japan, structure officielle formulant des propositions au G20 sur les questions de genre, au comité directeur duquel Mari Miura fait partie ou l'Académie pour la parité qu'elle a cofondée, qui assure des formations pour les jeunes femmes désireuses de se lancer en politique. Elle enseigne également les sciences politiques à l'université Sophia, à Tokyo.

Pour elle, l'ère Heisei avait plutôt bien commencé pour les Japonaises, *mais les promesses des premières années n'ont pas été tenues*. Si la loi de 1986 sur l'égalité des chances au travail est bel et bien rentrée en vigueur, elle a connu certaines limites car les femmes devaient travailler comme les hommes, dont les conditions de travail, on l'a vu dans la tribune précédente, n'étaient pas idéales pour mener une vie de famille. Les changements n'ont donc été faits *qu'en surface*, engendrant un décalage conséquent entre la réalité et la structure légale. Les stéréotypes n'ont pas changé.

Ce constat se fait autant dans la sphère professionnelle que dans la sphère privée. Même si, en 1995, la part des femmes qui travaillent a dépassé celle des femmes au foyer dans la population, les femmes se retrouvent piégées entre deux situations peu avantageuses : ou bien *le piège de l'argent pour celles, majoritaires, qui sont contraintes à une activité rémunérée, souvent dans des emplois précaires sans perspective de carrière* ou bien celui de la carrière, pour celles qui travaillent en entreprise mais qui se retrouvent bloquées contre un plafond de verre : les exigences de la vie familiale. Condamnées ainsi à une carrière modeste, elles se retrouvent sans responsabilité. Idem à la maison : malgré la mobilisation du gouvernement dès les années 1990 pour faire face aux problèmes du faible taux de fécondité avec les congés parentaux pour que les hommes puissent eux aussi prendre part à l'éducation de leurs enfants, ils ne prennent en moyenne que cinq heures de leur temps pour leur progéniture, contre cinq fois plus pour les femmes. Même si les plus jeunes veulent changer la donne, *on reste loin de l'équilibre dans la répartition des tâches*. Ce n'est pas faute de volonté si les évolutions sont si lentes à se mettre en place, car, après 1970, *le mouvement féministe a connu dans les années 1990 sa deuxième vague en faveur de l'égalité*, aboutissant à la loi pour la parité dans la société, adoptée en 1999. Mais les ordonnances au niveau local, attendues par le mouvement, ont été bloquées. En effet, en 1997, un vaste mouvement d'opposition à ces avancées s'est créé, comme en réaction conservatrice au débat émergé dans les années 1990 sur les femmes dites « de réconfort », les Coréennes, Philippines, Chinoises, etc. contraintes par l'armée impériale japonaise de se prostituer. Ce mouvement bloqua toute décision pouvant conduire à une émancipation des femmes. Les années 2000 ont quant à elles été une période de *stagnation*, influant particulièrement négativement toute la société. En

politique par exemple : seules 10,1 % des élus de la chambre basse sont des femmes, ce qui est certes toujours mieux que les trois pourcents du début de Heisei. Ce n'est qu'en 2018 qu'une loi a été votée pour une meilleure représentation des femmes en politique. Les changements sont lents *car les postes décisionnaires restent occupés par des hommes de plus de 50 ans*, encore imprégnés des idées de l'ère Showa, ne connaissant ni ne comprenant rien au fonctionnement d'une vie de famille.

Enfin, le Japon n'a pas été épargné par MeToo et les révélations que ce mouvement a accompagné. L'opinion publique s'est vue confrontée à des scandales comme celui des examens des universités médicales, truqués pour limiter la réussite des femmes, ou bien celui autour de Noriyuki Yamaguchi, journaliste et biographe du Premier Ministre, accusé d'agressions sexuelles. Les *sekuhara* (« harcèlement sexuel ») ou encore *matahara* (« harcèlement des femmes enceintes ») ont mis les Japonais devant leurs propres dérives et face au système misogyne qui les régit. Nonobstant la libération de la parole, la peur reste de mise et les dénonciations sur Twitter se font dans le plus strict anonymat, même si les débats commencent à s'intensifier. *Ce qui manque, c'est une coordination, une stratégie d'action pour notamment convaincre les médias de changer le contenu des messages, comme en Corée du Sud.*

Les pronostics de Mari Miura sont flous : il est difficile pour elle de dire ce qu'il va se passer pendant cette ère Reiwa, d'autant plus que l'économie est souffrante et qu'elle risque de s'effondrer après les Jeux Olympiques de 2020. Quant aux femmes, elle est *optimiste car, dans un contexte de vieillissement accéléré et de domination des processus de décisions par des hommes de plus de 50 ans, les femmes sont la clef de l'avenir du Japon.*

Alors, quel état des lieux pour le Japon de l'ère Reiwa ? Après trente ans de stagnation (ce mot revient dans trois des quatre tribunes), le pays semble sur le point d'être bouleversé. En bien ou en mal, c'est là que réside toute la finesse de la corde sur laquelle l'archipel va devoir marcher ces prochaines années. Pour pouvoir s'en sortir le Japon devra revoir de fond en comble son modèle socioéconomique, on l'a vu, mais également son rapport aux femmes et à une jeunesse qui aspire à un certain renouveau. En évitant les écueils comme les JO prochains et étant capable de savoir serrer les mains tendues, le pays saura sans doute repartir pour éviter de sombrer dans un avenir qui, s'il est imprévisible, ne s'annonce pas comme le plus radieux qui puisse être.

Louis RUBELLIN (1L1), le 9 juillet 2019